



## **Conservation et gestion de la faune forestière en Guyane : contexte local, moyens d’actions et études.**

Cécile Richard-Hansen, Benoît de Thoisy, Eric Hansen, François Catzefflis, Pierre  
Grenand

### **► To cite this version:**

Cécile Richard-Hansen, Benoît de Thoisy, Eric Hansen, François Catzefflis, Pierre Grenand. Conservation et gestion de la faune forestière en Guyane : contexte local, moyens d’actions et études.. *Revue forestière française*, 2003, 55 (sp), pp.306-322. <10.4267/2042/5781>. <hal-03449294>

**HAL Id: hal-03449294**

**<https://hal.science/hal-03449294v1>**

Submitted on 25 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## **CONSERVATION ET GESTION DE LA FAUNE FORESTIÈRE EN GUYANE : CONTEXTE LOCAL, MOYENS D' ACTIONS ET ÉTUDES**

---

**CÉCILE RICHARD-HANSEN - BENOÎT DE THOISY - ÉRIC HANSEN  
FRANÇOIS CATZEFLIS - PIERRE GRELAND**

---

L'intérêt pour la problématique de gestion et la conservation de la faune sauvage est relativement récent en Guyane. Des études fondamentales, en particulier sur les interactions entre faune et dynamique forestière, ont été menées dans la réserve des Nouragues principalement, avec comme problématique de base l'étude d'un milieu le moins perturbé possible par l'homme. Le rôle des animaux en tant que disperseurs ou disséminateurs de graines, et ses conséquences pour les processus de régénération forestière ont donné lieu à de nombreuses études, apportant des données de base sur le régime alimentaire et l'occupation de l'espace d'un certain nombre d'espèces, en particulier de primates. Cependant, très peu d'études ont documenté les autres aspects de la biologie et de l'écologie des espèces guyanaises, comme la reproduction ou la dynamique de population. Parallèlement, plusieurs travaux d'ethnologie ou d'ethno-écologie ont décrit les pratiques cynégétiques "traditionnelles" de diverses communautés (Grenand, 1996 ; Ouhoud-Renoux, 1998).

Même si l'état de conservation de la forêt est encore relativement satisfaisant en Guyane, comparativement à ce qui est observé dans les pays voisins, l'exploitation forestière induit sur la partie septentrionale du département une certaine perturbation des habitats. La modification structurale de la forêt est assez peu importante, du fait des faibles taux d'extraction, mais ce sont surtout les ouvertures des massifs forestiers par les pistes d'exploitation qui ont un fort impact sur la faune, à travers la fragmentation du milieu et surtout en permettant l'émergence d'une pression de chasse brutale, non contrôlée et difficile à quantifier.

Enfin, les cours d'eau forestiers ont un rôle écologique majeur, indissociable de celui de la forêt, de nombreuses espèces y étant inféodées, parmi les plus emblématiques, notamment les tapirs et les loutres. Or, ces cours d'eau sont aussi des moyens d'accès privilégiés aux ressources naturelles (chasse, pêche), et sont soumis à des menaces particulières, la plus importante d'entre elles étant l'exploitation aurifère. Trop souvent artisanale et illégale, elle a pour conséquences la mise en suspension de tonnes de sédiments dans les cours d'eau, et le relargage de mercure, toxique métallique qui s'accumule dans les chaînes alimentaires et entraîne des dégâts irréversibles dans les organismes.

De fait, que l'on se réfère à la métropole ou aux pays voisins du continent sud-américain, la Guyane française souffre d'un retard certain dans les connaissances comme dans les modes de gestion de la faune sauvage. Divers organismes s'impliquent actuellement dans des programmes pluridisciplinaires sur la chasse, son impact sur les populations animales, la biologie des espèces les plus sensibles, les plus chassées ou les plus menacées, et la recherche d'outils de gestion adaptés. Depuis quelques années, avec le soutien du ministère chargé de l'Environnement, des

études nouvelles sont lancées, visant à mieux comprendre le rôle et l'impact de l'homme sur la faune sauvage, avec un but affiché d'améliorer sa gestion et sa conservation.

## LA SITUATION ACTUELLE EN GUYANE

### La législation

La législation française générale sur la chasse se base sur le Livre IV, Titre 2, du Code de l'Environnement, dont l'article L. 420.4 spécifie qu'aucune des dispositions prévues pour le territoire national ne s'applique en Guyane, à l'exception des articles L.421.1 et L. 428.24. De plus, seule une partie du Code forestier est applicable en Guyane, et un code forestier spécifique à la Guyane est actuellement à l'étude.

Il n'existe donc en Guyane ni permis de chasser, ni organisation ou système d'identification des chasseurs, ni saison de fermeture, ni relation entre droit de chasse et droit de propriété, ce qui fait de la Guyane la dernière région d'Amazonie à ne pas disposer de législation particulière pour la chasse (Richard-Hansen et Hansen, 1998). La chasse est autorisée de jour comme de nuit, sur l'ensemble du territoire à l'exception de certaines réserves intégrales (Réserve de La Trinité, Réserve des Nouragues). Les deux autres réserves naturelles du littoral (Réserve naturelle Mana et Réserve naturelle Kaw Roura) ont été créées sur la base d'un zonage géographique, permettant le maintien d'une activité de chasse dans une partie au moins de leur périmètre.

L'essentiel de la réglementation est basé sur l'arrêté ministériel du 15 mai 1986, qui fixe des listes d'oiseaux, de reptiles et de mammifères faisant l'objet de statuts particuliers. Pour chaque classe précitée sont listées les espèces totalement protégées (Article 1), ou dont la chasse est autorisée mais dont le commerce et la naturalisation sont interdits, ainsi que le transport et l'exportation en dehors du département (Article 2). La chasse des espèces citées à l'Article 2 est donc exclusivement limitée à une consommation familiale.

La commercialisation de certaines espèces non domestiques est plus précisément réglementée par l'arrêté ministériel du 27 mars 1995. La vente d'un certain nombre d'espèces est soumise à autorisation délivrée par le Préfet, qui peut également définir des périodes pour leur commercialisation, et les établissements autorisés ont obligation de respecter la réglementation sanitaire et de tenir à jour un registre officiel. Sont concernées par ce texte huit espèces de mammifères : Pécarì à collier (*Pecari tajacu*), Pécarì à lèvre blanche (*Tayassu pecari*), Tapir (*Tapirus terrestris*), Cabiã (*Hydrochaeris hydrochaeris*), Agouti (*Dasyprocta leporina*), Paca (*Agouti paca*), Tatou à neuf bandes (*Dasybus novemcinctus*) et Tatou de Kappler (*Dasybus kappleri*) ; trois espèces d'oiseaux : Agami (*Psophia crepitans*), Hocco (*Crax alector*), Marail (*Penelope marail*) ; et un reptile (Iguane vert, *Iguana iguana*).

En ce qui concerne le commerce international, la France est signataire de la convention de Washington (CITES) et reconnaît donc le classement des espèces selon les annexes de cette convention. En Amérique du Sud, certains pays comme le Brésil, l'Équateur et la Bolivie ont une politique extrêmement protectionniste, qui interdit pratiquement toute chasse autre que de subsistance et tout commerce de faune sauvage. D'autres pays ont une politique orientée vers une combinaison de la protection et de l'utilisation rationnelle des ressources. Cette deuxième tendance se renforce actuellement dans tous les pays, reflétant la politique internationale d'utilisation durable des ressources. Dans la plupart des cas, on retrouve alors la nécessité d'un permis annuel qui s'obtient généralement sans examen et moyennant le paiement de droits. Différents types de chasse sont définis, et le type de permis comme son prix diffèrent selon le cas : chasse sportive, chasse commerciale, chasse de subsistance...

## Le contexte local socio-économique

En Guyane, la problématique de conservation et de gestion de la faune sauvage est généralement confrontée à une argumentation mettant en avant les spécificités régionales, aussi bien celles de la faune que celles du contexte social, rejetant par là-même la pertinence locale de la législation française en matière de contrôle de la chasse. Du point de vue de l'utilisation des ressources naturelles, la Guyane est ainsi appréhendée dans son contexte amazonien, faisant ressortir deux situations "socio-écologiques" distinctes :

- la zone intérieure, caractérisée par une faible densité humaine, où la chasse de subsistance est une réalité quotidienne et souvent traditionnelle ; l'agriculture et la pêche voient cependant leur importance grandir avec la sédentarisation des villages ;

- la zone côtière, plus fortement anthropisée et économiquement plus développée ; la chasse y tient encore une place importante, soit pour des populations rurales à faibles revenus utilisant la faune sauvage comme une ressource non négligeable, soit pour des populations citadines pratiquant régulièrement une chasse de loisir ; si elle n'est pas totalement absente de la Guyane intérieure, la chasse professionnelle, créneau économique de populations de migrants, très souvent en situation irrégulière, tend à se développer dans la zone septentrionale.

## L'état des connaissances scientifiques

En comparaison avec les pays tempérés, trop peu de connaissances biologiques et écologiques sont actuellement disponibles pour étayer et développer une véritable politique de gestion de faune.

Pour la grande majorité des espèces, les paramètres de base de la dynamique de population sont pratiquement inconnus : taux ou époque de reproduction, tables de survie, paramètres démographiques, abondances, régime alimentaire et modes d'utilisation de l'habitat restent à étudier même sur les espèces les plus communément rencontrées et chassées. Pour les espèces rares, menacées ou patrimoniales, même le statut général des populations est souvent largement inconnu : distribution sur le territoire guyanais, menaces réelles pesant sur l'espèce.

Enfin, les connaissances taxonomiques et systématiques de certaines espèces sont très insuffisantes, comme quelques études récentes l'ont démontré. Ainsi, le Singe-hurleur roux, un des primates les plus abondants sur le plateau des Guyanes, a été considéré jusqu'à récemment appartenir à l'espèce *Alouatta seniculus*. Or, de récents travaux de systématique moléculaire, analysant la variabilité génétique présente chez les singes hurleurs de différentes régions sud-américaines, suggèrent que les animaux de Guyane française représenteraient une espèce différente (Cortes-Ortiz *et al.*, 2003). De même, il serait imprudent d'appliquer aux biches des palétuviers de Guyane les nombreuses connaissances acquises sur la biologie d'*Odocoileus virginianus*, car il apparaît que les animaux des Guyanes appartiendraient à une autre espèce, à savoir *Odocoileus cariacou* (Molina et Molinari, 1999).

## LES MOYENS D'ACTION

### Les outils scientifiques

Par rapport aux pays tempérés, dont la faune est bien mieux connue, les outils scientifiques dont disposent les gestionnaires potentiels de la faune néotropicale sont à l'heure actuelle très rustiques.

Les données de dynamique de population étant généralement manquantes, des diagnostics sur l'impact de la chasse et des modes de gestion expérimentaux sont peu à peu mis au point depuis quelques années dans les pays voisins amazoniens. Même si leur contexte sociologique est différent de celui de ce morceau de France qu'est la Guyane, les données écologiques, dont celles concernant la faune, y sont souvent comparables.

Divers indices sont utilisés pour évaluer l'impact de la chasse sur les populations animales (Robinson et Redford, 1994).

- *Indices écologiques*

#### Densités des populations

Une simple comparaison des densités animales entre sites soumis à différentes pressions de chasse met généralement en évidence des densités inférieures dans les zones chassées régulièrement (Peres, 1996). Cependant, la composition floristique et structurale du milieu forestier, sa productivité primaire, en relation avec la qualité des sols, la topographie ou la géomorphologie, conditionnent vraisemblablement également les densités animales (Emmons, 1984 ; Peres, 1997) et doivent être prises en compte. Un indice plus pertinent consiste à considérer l'évolution temporelle des densités sur un même site chassé. Cependant, une diminution n'est pas nécessairement signe d'effondrement, et une stabilisation des effectifs peut se réaliser à un niveau inférieur de densité. Une variation de densité peut se traduire par une variation de la taille moyenne des groupes sociaux, paramètre plus aisément mesurable qui peut alors servir d'indicateur biologique de l'état des populations, comme dans le cas particulièrement bien étudié du Chevreuil en métropole (Vincent *et al.*, 1995). La validité de ce bio-indicateur est cependant à l'heure actuelle inconnue pour les espèces guyanaises.

#### Structure des populations

À l'équilibre, une population chassée régulièrement comporte généralement une plus grande proportion de juvéniles qu'une population qui ne l'est pas. De plus, les chasseurs choisissent généralement les animaux les plus grands, donc les adultes. Ainsi, lorsqu'ils prélèvent de jeunes individus, c'est vraisemblablement parce qu'ils n'ont pas le choix, c'est-à-dire que la population renferme une forte proportion de juvéniles. Finalement, une pyramide des âges, établie à partir des animaux prélevés, très évasée à la base, peut également être considérée comme un indice d'intensité de la chasse, dans une dimension comparative ; cependant, elle ne peut indiquer si cette chasse est réalisée de manière durable ou non.

#### Structure des peuplements

La proportion relative des espèces "chassables" / "non chassables" (du point de vue du chasseur, et non de celui du dispositif législatif) dans les zones prospectées peut être un indicateur de la pression de chasse subie, complémentaire de l'évaluation des abondances *sensu stricto* (Peres et Dolman, 2000).

- *Indices cynégétiques*

#### Taux de prélèvement

Un indice indirect de l'état des populations chassées peut être trouvé à travers l'examen comparatif des taux de prélèvement par la chasse entre deux sites, ou deux époques sur un même site, sous réserve d'une homogénéité des comportements de chasse. La valeur mesurée représente le rendement par effort de chasse, en termes de nombre de prises ou de biomasse par chasseur et par unité de temps ou de surface. De la même manière, le déclin doit être continu pour être alarmant.

## Modèles de prélèvement durables

Un modèle général basé sur la théorie de recrutement de stock a été proposé par Robinson et Redford (1991) pour évaluer la “durabilité” d’une pratique de chasse. Ce modèle estime les “productions” (nombre d’animaux naissant par unité de surface et de temps) et en déduit les prélèvements **théoriques maximaux** pour diverses espèces amazoniennes, à partir de leur taux d’accroissement intrinsèque maximum et de densités maximales connues. Le “diagnostic” issu de l’application de ce modèle est préliminaire, car les taux de référence se basent sur des estimations de valeurs maximales observées dans toute l’Amazonie et la valeur calculée ne peut en aucun cas être utilisée comme un “quota” de prélèvement. La seule conclusion autorisée est que tout prélèvement constaté **supérieur** à cette valeur a une forte probabilité de ne **pas être compatible** avec une utilisation durable.

Un autre modèle d’utilisation durable dérivé de celui-ci et développé dans des réserves communales du Pérou établit un outil de diagnostic du niveau de prélèvement à partir de paramètres démographiques provenant directement de la population chassée (Bodmer *et al.*, 1997). La production est ici déduite de la productivité des femelles (nombre de petits/an/femelle), calculée à partir des animaux tués dans la population considérée, et de la densité animale observée dans la zone de chasse. Le taux de prélèvement réel, connu grâce à des programmes de suivi impliquant les chasseurs locaux, est alors comparé aux prélèvements théoriquement durables estimés de 20, 40 ou 60 % de la production calculée.

Bien que ce modèle demande à être affiné par des études plus longues et plus complètes, il améliore déjà le diagnostic, sous réserve de l’estimation correcte des paramètres, et en particulier des densités.

### • Outil génétique

Les outils s’appuyant sur la génétique et la systématique moléculaires apportent des enseignements complémentaires. D’abord, au niveau de la taxonomie, l’analyse comparée de séquences mitochondriales au taux élevé d’évolution moléculaire permet de tester les frontières entre espèces et sous-espèces telles que proposées par la systématique morphologique. Ensuite, au niveau de la génétique des populations, l’analyse comparée de la variabilité allélique des marqueurs à évolution très rapide que sont les loci microsatellites permet d’aborder certains paramètres de biologie des populations comme l’immigration, la taille efficace d’une population, l’existence d’une structuration dans l’espace...

Ces paramètres sont utiles pour élaborer une stratégie de gestion ou de conservation : de forts taux d’échanges impliqueraient par exemple une possibilité de fonctionnement type “source-puits”, les animaux des zones non chassées pouvant alimenter des espaces voisins dans lesquels les populations sont fortement prélevées, ou recoloniser des zones dont les effectifs ont fortement régressé. À l’inverse, une mise en évidence de populations génétiquement très structurées nécessiterait une échelle de gestion plus fine et plus spatialisée.

## L’éducation à l’environnement

L’information du public est une composante à part entière de la gestion et de la protection de la faune et de ses habitats. Ce travail, mené par une grande diversité d’acteurs [associations, Direction régionale de l’Environnement (DIREN), réserves naturelles, Office national de la Chasse et de la Faune sauvage (ONCFS), Office national des Forêts (ONF)...], s’est largement développé et structuré en Guyane depuis quelques années, pour répondre à une demande croissante de la part du grand public, des enseignants, des touristes. Par ailleurs, les principaux utilisateurs de la faune que sont les chasseurs doivent être correctement informés des réglementations en

vigueur, mais aussi des menaces que leur activité peut faire peser sur l'avenir de la ressource. Une bonne gestion se conçoit beaucoup plus efficacement avec une participation active et motivée des acteurs principaux, qui se sentent concernés et responsabilisés.

Les moyens d'action sont des interventions directes, essentiellement dans les écoles, des conférences, l'accueil du public sur des sites dédiés à cette activité de sensibilisation (maisons des Réserves naturelles, par exemple), l'édition d'outils de communication : plaquettes d'informations, livres... Les résultats acquis par les études, avec l'aide des chasseurs en particulier, ou pouvant étayer des décisions de mesures légales sur la gestion de la faune, doivent être régulièrement diffusés afin d'établir et de maintenir un dialogue constructif.

### **Les moyens de contrôle**

Les infractions aux arrêtés ministériels cités précédemment sont des délits (L.415.3 du Code de l'Environnement) et sont passibles d'amendes allant jusqu'à 9 000 euros ainsi que d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 6 mois. De plus, les textes (L.415.5 du même Code) prévoient la possibilité de saisir l'objet de l'infraction ainsi que les véhicules et instruments ayant servi à commettre l'infraction.

Par contre, le manque de textes efficaces pour réglementer le prélèvement maximum autorisé par chasseur et par sortie ne permet pas de contrôler certains abus régulièrement dénoncés, comme les prélèvements très importants de toucans, amazones (saisonniers) ou troupeaux de pécaris. Les moyens humains déployés pour effectuer ces contrôles sont également encore largement insuffisants pour être pleinement efficaces.

## **LES ÉTUDES ET MÉTHODES NÉCESSAIRES**

### **Diversité des situations socio-économiques**

La chasse reste en Guyane une activité extrêmement vivante, même si, au cours des trente dernières années, elle a profondément changé de nature. D'activité de subsistance ravitaillant des communautés et des familles rurales, elle est devenue par endroits une activité lucrative dont les produits sont destinés à des populations qui ne vivent plus dans et de la forêt, mais dont les références au monde forestier restent fortes.

Une approche socio-écologique fine demeure indispensable pour comprendre le fonctionnement de l'activité "chasse" dans le contexte pluriethnique complexe de la Guyane. Par exemple, les modalités de chasse sont distinctes selon les lieux et les contextes socio-économiques : Trois-Sauts (uniquement chasse de subsistance), Camopi (émergence de chasse professionnelle), haut Approuague (ravitaillement massif de camps d'orpaillage) sont de bonnes illustrations de ces différences ; plus contrasté encore est le cas des pays ndjuka et aluku qui abritent des populations de même culture, mais dont la dépendance envers les aides administratives est nulle pour les uns et forte pour les autres.

### **Estimation des abondances et des densités animales**

Pour être pertinentes localement, les analyses de la durabilité de la chasse basées sur les modèles présentés ci-dessus nécessitent d'acquérir des données de base sur l'abondance et le taux de reproduction des espèces chassées en Guyane, si possible sur chaque site d'étude même.

La méthode du transect linéaire est certainement la méthode d'analyse d'abondance des populations de mammifères la plus fréquemment employée, particulièrement dans le cas d'animaux de taille suffisante et vivant en milieu forestier (Peres, 1999). Le principe de base est le déplacement d'un observateur sur un axe linéaire, sur un trajet d'une longueur déterminée, notant systématiquement les rencontres avec les animaux ou groupes d'animaux, ainsi que leur distance perpendiculaire à l'axe de déplacement. Les longueurs des transects, leur localisation sur le terrain, la vitesse de déplacement, les modalités de mesure sont fixées et communes à tous les sites étudiés. Ce mode de recueil très standardisé permet en premier lieu de s'assurer de la possibilité de comparaisons entre les sites, ou entre périodes différentes sur un même site.

À partir de ces relevés de terrain, une première analyse des données est possible par Indice kilométrique d'abondance (IKA, ou nombre d'observations par unité de longueur). L'IKA fournit une valeur comparative claire de l'évolution de l'abondance dans une zone en fonction du temps, mais dépend cependant des conditions de visibilité.

Dans un deuxième temps, grâce à la mesure des distances d'observation, des calculs statistiques plus complexes permettent d'aborder des estimations de densité (nombre d'individus ou de groupes par unité de surface). Deux principales méthodes sont employées : la méthode de Leopold (Leopold, 1933, dans Brockelman et Ali, 1987) qui se base sur la moyenne arithmétique des distances perpendiculaires d'observation, ou la méthode de "*Distance sampling*" (Buckland *et al.*, 1993) qui consiste à estimer la probabilité de détecter un objet se trouvant à une distance perpendiculaire  $x$  du transect. Cette seconde méthode menant à des estimations de densités assez précises est actuellement recommandée par la plupart des publications dans le domaine (Peres, 1999 ; Sorensen et Fedigan, 2000). Elle nécessite cependant un nombre minimum de 40 observations par espèce (Buckland *et al.*, 1993), ce qui rend son application très difficile dans les recensements menés en Guyane, où les faibles densités vont de pair avec une faible visibilité. Des pistes de recherches visent actuellement à affiner l'évaluation des densités animales en limitant l'effort d'échantillonnage nécessaire.

### **Estimation des paramètres démographiques**

La connaissance des paramètres démographiques d'une espèce est la condition de base pour modéliser sa dynamique de population. En Guyane, les taux de reproduction comme les taux de survie sont la plupart du temps presque inconnus. Leur étude demande des programmes de suivi à long terme, généralement basés sur un fort taux de capture et de marquage des individus qui renseigne sur la dispersion des jeunes, la mortalité et le taux de survie, les déplacements. Le taux de natalité peut être étudié par des analyses anatomiques et physiologiques en captivité, ou des suivis à long terme d'individus identifiés.

À l'heure actuelle, l'approche la plus aisée à mettre en place en Guyane est le suivi du taux de gestation des femelles tuées à la chasse, qui renseigne au moins sur la production annuelle d'une population donnée, en termes de nombre de naissances par femelle et par an.

En l'absence de ces informations, on utilise la valeur plus théorique du taux intrinsèque d'accroissement naturel de chaque espèce, calculé par Robinson et Redford (1991) à partir des âges de première et dernière reproduction et du taux de naissance de jeunes femelles pour la plupart des espèces locales.

### **Estimation du statut des espèces menacées**

Les programmes focalisés sur des espèces à forte valeur emblématique et indicatrices de l'état de leur écosystème constituent une approche complémentaire : les projets de conservation ou



de valorisation durable de ces espèces dites “parapluies” ont en effet pour objectif principal de garantir aussi la conservation de l'ensemble de l'écosystème. Ces programmes s'organisent en plusieurs phases, tout d'abord très basiques : estimation de la distribution de l'espèce, par des enquêtes et des prospections sur le terrain, caractérisation des habitats, estimation de l'abondance, évaluation des menaces... En fonction de l'état des connaissances, des compléments d'étude peuvent ensuite s'avérer indispensables comme, par exemple, la mise au point de méthodes d'inventaires quantitatifs, l'étude des variations saisonnières d'utilisation du milieu...

## ÉTAT DE LA RECHERCHE EN GUYANE : RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

### Programmes d'étude sur la chasse

Financé par le ministère chargé de l'Environnement et placé sous la responsabilité du GIS Silvolab-Guyane entre fin 1999 et septembre 2002, le programme “La chasse en Guyane aujourd'hui : vers une gestion durable ?” a, dans la perspective d'apporter une aide à la décision des autorités compétentes, tenté de répondre aux trois questions suivantes :

- *Quel est l'état de la ressource ?* Cette approche biologique et écologique visait à caractériser l'état des populations animales, non seulement dans les zones chassées de façon plus ou moins intensive, mais aussi dans des zones libres de toute chasse.
- *Qui chasse quoi ? Où, comment, quand et pourquoi ?* Nous avons mené une enquête socio-anthropologique sur les pratiques de chasse, leurs fondements historiques et leurs finalités socio-économiques contemporaines.
- *Comment gérer la chasse et la ressource ?* À travers les enquêtes réalisées au cours des approches ci-dessus, il s'est agi de mettre en valeur les tendances évolutives de la chasse au cours des vingt dernières années et de montrer la place qu'elle occupe actuellement dans les cultures et l'économie de la Guyane.

Dans la zone Sud, la Mission pour la Création du Parc et l'Office national de la Chasse et de la Faune sauvage ont engagé à la suite de ce premier programme une évaluation des pratiques de chasse et de leur impact sur les populations animales dans cinq sites isolés du sud du département. Les résultats préliminaires soulignent les différences entre les zones septentrionale et méridionale d'une part, mais également entre les divers sites du sud étudiés. Les superficies chassées sont évaluées, de même que les espèces les plus prélevées et leur taux de prélèvement par an et par unité de surface. Le but est d'avancer vers une meilleure gestion de la chasse par les communautés vivant pour une grande part en auto-subsistance, pour une utilisation durable, en accord avec elles, des ressources.

### Les utilisateurs de la ressource

Dans une région si fortement marquée par le pluriethnisme, la connaissance scientifique des savoirs et des représentations que les populations locales ont de leur milieu ne peut qu'être dispersée et incomplète.

Les connaissances des Amérindiens Palikur et Wayāpi du bassin de l'Oyapock sur leur faune et leur flore ont été bien étudiées. Chez les Amérindiens Wayana, il a été conduit une excellente enquête sur la connaissance qu'ils ont de leur faune aquatique. L'étude de leur connaissance du milieu végétal est en cours, et il reste à compléter ce qu'ils savent de leur faune terrestre. Nous disposons d'un bon bilan (malheureusement non publié) sur les connaissances de la flore et la faune alimentaire chez les Noirs Marrons (ethnies d'origine africaine), mais rien au niveau des

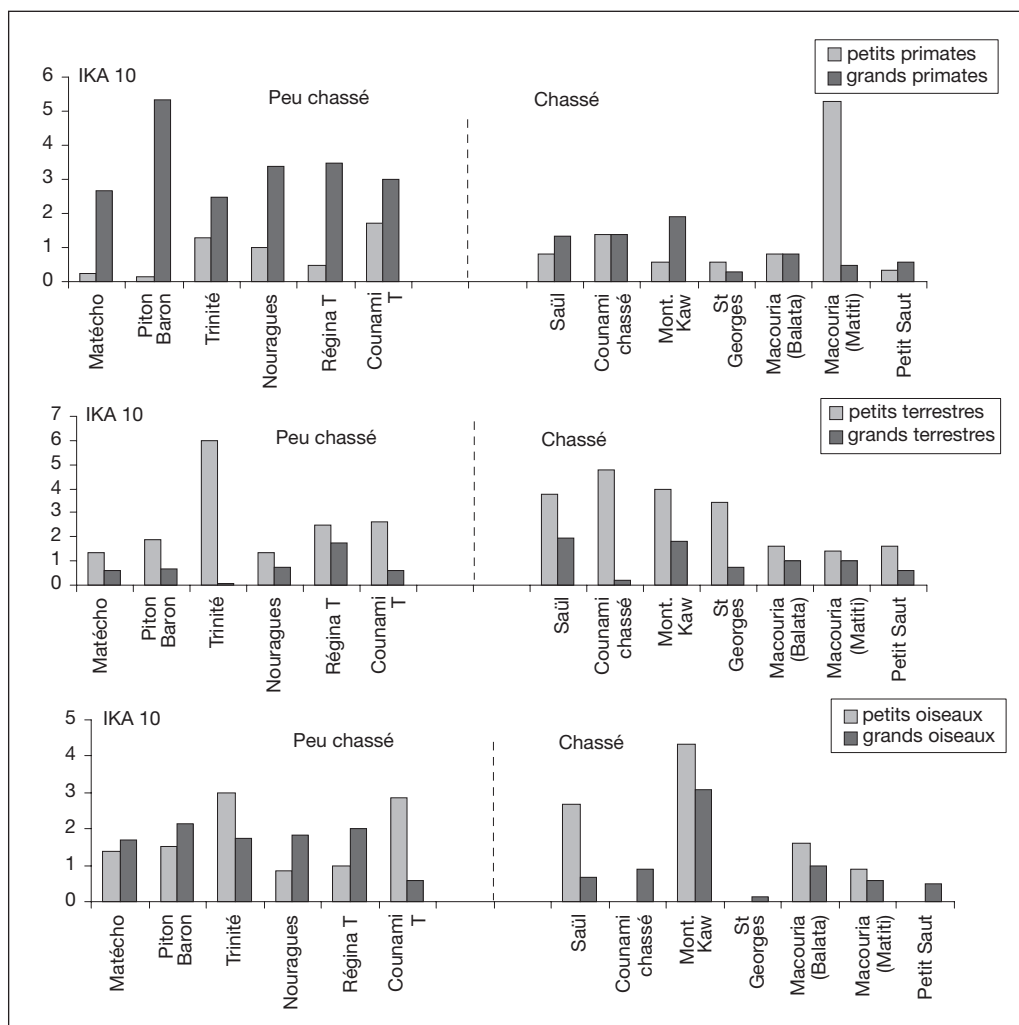
représentations. Pour les Amérindiens Kali'na et les Créoles, il n'existe que des éléments épars, qui mériteraient d'être complétés, et chez les Hmong (peuples originaires du Laos), un début d'étude des représentations vient d'avoir lieu, mais tout reste à faire.

### Abondance de faune : comparaison de zones plus ou moins chassées

Les plus grandes espèces étant souvent à la fois les plus recherchées par les chasseurs et les plus vulnérables de par leur faible taux reproducteur, nous avons considéré dans l'ensemble des zones échantillonnées les catégories groupées "grandes" et "petites" espèces pour chaque type d'animaux (figure 1, ci-dessous).

FIGURE 1

#### ABONDANCE RELATIVE (nombre de groupes par 10 km) DES GRANDES ET PETITES ESPÈCES PAR GRANDS GROUPES ÉCOLOGIQUES DANS LES DIFFÉRENTS SITES PROSPECTÉS



L'abondance (IKA) de grands primates est toujours plus élevée dans tous les sites non chassés. Les petits primates, par contre, sont très peu présents à Piton Baron et à Matécho, zones pratiquement non touchées, et beaucoup plus abondants dans certaines zones chassées, particulièrement la zone côtière de Balata (figure 1, p. 314). En Amazonie de l'Ouest, une étude comparative (Peres, 1990) avait noté que la proportion de singes de plus de 4 kg dans la communauté de primates globale passait de 16,4 % en zone chassée à 64 % en zone non chassée. De manière comparable, en Guyane, le long de l'axe Régina-Saint-Georges, la proportion des espèces "chassables", c'est-à-dire de grande taille, passe de 90 % dans la zone témoin à 44 % dans la zone la plus chassée (de Thoisy, 2000). Près du village de Saül, la proportion de ces mêmes espèces est de l'ordre de 63 % de la population de primates, et au Pic Matécho, zone voisine non chassée, elle atteint 90 %. Cet indice doit cependant être pris avec prudence, puisqu'à Petit Saut, zone très chassée, la proportion des plus grandes espèces de singes représente tout de même 64 % du peuplement de primates, malgré des abondances très faibles.

En ce qui concerne les animaux terrestres, l'effet de la chasse est moins évident. Les grands terrestres continuent d'être présents dans certains sites régulièrement chassés (Saül, Kaw), en abondance souvent supérieure à d'autres zones non chassées comme Piton Baron ou Matécho. Ces deux zones se révèlent d'ailleurs assez pauvres en petits terrestres également, qui sont souvent beaucoup plus abondants dans les zones chassées (Saül, Kaw, Counami, Saint-Georges).

De même, l'abondance de grands et petits oiseaux varie en fonction des sites, mais pas forcément de la pression de chasse. Les grands oiseaux se trouvent en abondance réduite à Saint-Georges et Petit Saut, mais ils maintiennent une population moyenne sur Macouria, voire forte sur la montagne de Kaw.

Ces disparités d'impact de la chasse sur les différents types d'animaux soulignent bien que la pression de chasse ne doit pas être la seule raison invoquée pour expliquer une abondance réduite de certaines espèces dans certaines zones. La quasi-absence de pécaris dans les zones pratiquement intactes de Pic Matécho et Piton Baron, alors qu'ils sont présents sur le site proche de Saül, chassé depuis de nombreuses années, illustre bien l'existence de paramètres autres que la chasse pour expliquer la composition des peuplements de grands mammifères. Inversement, les agoutis, pourtant chassés, sont souvent beaucoup plus abondants dans les zones chassées, semblant profiter parallèlement des cultures sur abattis, que dans les zones témoins intactes.

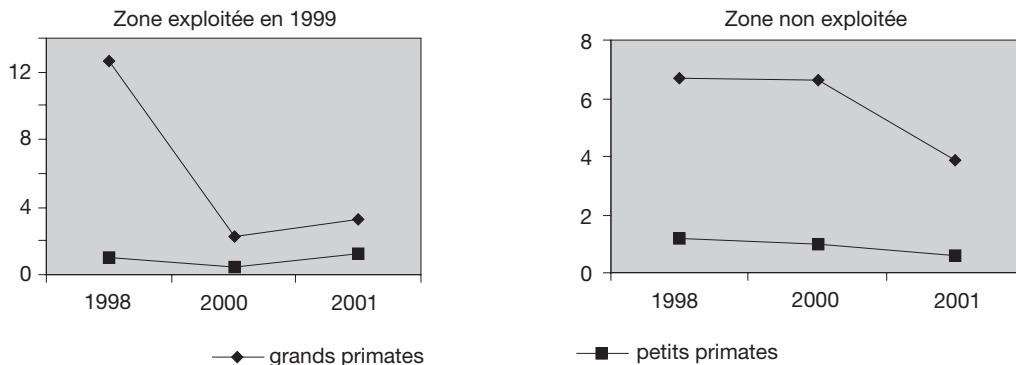
Ces premières données comparatives à une échelle territoriale soulèvent donc la question cruciale du rôle de la structure du milieu sur l'abondance des diverses espèces animales. Si la présence/absence de certaines espèces particulièrement sensibles (atèles et hocos) semble effectivement pouvoir être un indicateur de la pression de chasse, les populations et peuplements de l'ensemble des espèces dépendent aussi largement de paramètres du milieu encore difficilement quantifiables.

### Faune et exploitation forestière

Le suivi de l'abondance des primates, considérés comme de bons indicateurs de l'état de la forêt, a été réalisé sur le site de Counami, une forêt de 15 000 hectares aménagée par l'ONF pour l'exploitation de bois. Ce suivi faunistique manque encore de recul à l'heure actuelle, mais il est apparu que, très vite après l'ouverture de ce massif, la densité de la plupart des espèces, et en premier lieu de celles chassées, chutait très fortement pour se stabiliser ensuite (figure 2, p. 316). Cette évolution a été globalement comparable sur les parcelles soumises à exploitation et celles laissées indemnes bien que, sur ces dernières, la baisse d'abondance apparaisse de moindre ampleur et avec une année de décalage. Ceci tendrait à montrer que les effets de l'exploitation *sensu stricto*, tout au moins ainsi qu'elle a été effectuée ( $< 3 \text{ m}^3/\text{hectare}$ ), sont

FIGURE 2

**INDICES D'ABONDANCE DES GRANDS ET PETITS PRIMATES**  
(nombre d'individus par 10 km)  
**DANS DEUX ZONES DU SITE D'ÉTUDE DU SITE DE COUNAMI,**  
**EN FONCTION DU TEMPS ET DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE**



assez peu importants comparés à ceux du dérangement et surtout de la très forte pression de chasse qui a émergé sur l'ensemble de la zone dès l'ouverture de la piste.

### Variabilité génétique des populations

Nous avons voulu savoir quelle était l'étendue de la variabilité génétique pour une espèce de rongeurs couramment chassée en Guyane : l'Agouti. Pour une première analyse, nous avons séquencé deux gènes mitochondriaux au taux d'évolution assez élevé, fréquemment utilisés dans les études de systématique entre espèces proches parentes, et dans les études de phylogéographie entre populations géographiques au sein d'une espèce : le cytochrome b et la région de contrôle (détails et données complémentaires dans Jansen Van Vuuren *et al.*, 2004).

Trente agoutis différents, provenant de 12 localités, ont été séquencés pour deux fragments renfermant un total de 2 170 caractères nucléotidiques, dont seulement 118 se sont avérés variables. Il est apparu très peu de divergence génétique entre les différents animaux et les différentes localités : en moyenne  $1,5 \pm 0,9$  % (c'est-à-dire, qu'en moyenne, seulement 30 bases parmi 2 170 étaient différentes entre deux individus pris au hasard).

Une analyse phylogénétique de ces séquences met en évidence (figure 3, p. 317) la co-existence de deux groupes naturels (clades) d'agoutis :

- un ensemble A d'animaux provenant de sept localités différentes ; ce clade génétique est homogène ; la divergence moyenne entre ces 17 individus ne vaut que 0,6 % ;
- un ensemble B de 12 individus, provenant de neuf localités différentes ; ce groupe est génétiquement moins homogène que le précédent, avec une divergence moyenne de 1,0 % entre les 66 paires de séquences à comparer.

Les deux clades divergent par une valeur moyenne de 2,2 % de différences génétiques, une valeur comparable à ce qui est trouvé au sein d'autres espèces de mammifères en Guyane ou en Amérique du Sud.

Il est intéressant de noter que les agoutis du groupe A et du groupe B co-existent dans certaines localités : Saint-Georges, Petit Saut, Saül et Macouria. Au sein de chacune des localités repré-

sentées par au moins cinq individus, du polymorphisme génétique existe, dans le même ordre de grandeur que celui noté pour l'ensemble de la Guyane : les divergences moyennes mesurées entre 7 individus de Saül valent 1,0 %, et cinq animaux de Saint-Georges diffèrent par 1,9 % en moyenne.

L'animal 2410-Brazil, provenant de la rive brésilienne de l'Oyapock (au niveau de Saut Maripa), n'est pas singulier (divergence moyenne de 1,1 % par rapport aux dix autres individus du clade B), suggérant qu'ici le fleuve n'a pas joué un rôle de barrière au flux génique.

En conclusion provisoire, nous dirons que la variabilité génétique de ces gènes mitochondriaux existe mais est réduite chez l'Agouti en Guyane française, que cette variabilité est distribuée partout dans la région étudiée, et que chaque localité contient plusieurs haplotypes très semblables. Au point de vue cynégétique, aucune restriction particulière ne peut être proposée aux gestionnaires à partir des résultats de cette étude.

Par ailleurs, nous avons commencé une étude de génétique des populations pour l'espèce de Pécari la plus fréquemment chassée, à savoir le Pécari à lèvre blanche, *Tayassu pecari*. Pour cet objectif, destiné à estimer le flux génique entre localités, nous avons considéré des marqueurs



généétiques dont le taux de mutation est très élevé : les loci microsatellites. La variabilité de ces marqueurs concerne le nombre de courts motifs répétés à un endroit particulier (un locus) du génome. Nous avons pu étudier cinq loci différents chez 107 individus provenant de cinq localités : Macouria, Saint-Georges, Saül, Trois Sauts, et la RN2 au niveau de la Crique Kourouai.

Parmi les différents résultats (estimations du polymorphisme et de l'hétérozygotie) qu'on peut tirer d'une telle analyse, l'un concerne l'estimation du paramètre  $N_m$  qui décrit le nombre de nouveaux immigrants qui participent à la reproduction de la population à chaque génération. Chez les pécari à lèvres blanches de Guyane,  $N_m$  vaut 5,5, une valeur élevée qui indique que les échanges génétiques entre populations des cinq localités étudiées sont importants. Curieusement, chez l'autre espèce de Pécari (*Pecari tajacu*), ce paramètre est bien moindre ( $N_m = 2,5$ ), suggérant que les échanges par immigrations sont moindres chez les pécari à collier. Toutefois, les effectifs analysés ici sont faibles (28 animaux), et davantage d'animaux doivent être étudiés pour réduire l'incertitude sur les paramètres inférés.

### Programmes "espèces patrimoniales"

Parmi les espèces forestières, le travail le plus avancé est celui qui porte sur la Loutre géante. C'est une espèce très menacée sur l'ensemble de son aire de répartition, très sensible à la qualité des cours d'eau. Le plateau des Guyanes abrite encore des populations dont le statut est certainement meilleur que celui décrit dans les autres pays du bassin amazonien. Un important travail d'enquêtes et de prospections sur beaucoup de rivières et cours d'eau secondaires de Guyane a, depuis 3 ans, permis de connaître un peu mieux cette espèce. Si elle est encore bien présente et observée sur tous les bassins, l'orpaillage constitue une menace réelle et croissante. Deux mécanismes sont en jeu. Le mercure utilisé pour amalgamer l'or est rejeté dans l'atmosphère et dans l'eau, puis absorbé par les animaux : il s'accumule tout au long de la chaîne alimentaire ; un prédateur comme la loutre, ou l'homme, qui consomme du poisson, se contamine peu à peu, de manière irréversible, le mercure ne pouvant être excrété par l'organisme. Par ailleurs, les procédés d'extraction de l'or mettent en suspension de très grandes quantités de particules, qui étouffent les végétaux aquatiques et affectent directement les fonctions respiratoires des poissons, dont les populations diminuent, avec un effet direct sur leurs prédateurs.

### CONCLUSIONS - PERSPECTIVES

Du point de vue socio-ethnologique, il paraît indispensable de compléter le bilan actuel par deux études transverses : la première fournirait un bilan sociologique de la chasse par les urbains, créoles et métropolitains, pour lesquels nous ne disposons que de lieux communs ; la seconde s'attacherait à la filière chasse professionnelle, des chasseurs aux consommateurs, pour laquelle, là encore, les données sont éparpillées, peu fiables, et extrêmement subjectives. L'approche ethno-écologique adoptée dans les études récentes mériterait d'être couplée avec une approche à la fois plus cognitive et plus sociologique.

Les savoirs locaux, même si les jeunes générations commencent à en accuser une baisse certaine, sont importants dans le domaine des connaissances éthologiques et écologiques des espèces chassées, en particulier les associations milieu/régime alimentaire. Les données existant en ethno-écologie, par exemple relatives aux espèces végétales consommées, les milieux où celles-ci croissent et leur période de fructification, pourraient utilement être pris en compte dans l'éducation à l'environnement. La Mission pour la Création du Parc de la Guyane (DIREN), en collaboration avec l'Éducation nationale et certaines associations, pourraient intervenir pour infléchir les programmes scolaires locaux dans le sens d'une meilleure connaissance des espèces animales

présentes en Guyane, que ce soit au niveau de leur biologie, de leur écologie, de leur éthologie ou de leur valeur culturelle.

Du point de vue des études écologiques, de nombreux efforts sont encore nécessaires pour compléter les connaissances actuelles. Les influences naturelles du milieu physique doivent être comprises et intégrées avant de déduire de manière pertinente le réel impact des pratiques de chasse. Ces influences “écologiques” sur les densités animales peuvent se révéler dans un premier temps à travers l'examen comparatif des abondances relatives dans divers milieux non chassés, caractérisés parallèlement par leurs topographie, conditions pédologiques et géomorphologiques, composition floristique. Par ailleurs, la méconnaissance des paramètres de dynamique des populations est actuellement un des manques parmi les plus difficiles et les plus longs à combler.

Les études génétiques (Jansen Van Vuuren *et al.*, 2004) sont également très exigeantes en ressources biologiques afin d'obtenir des estimations fiables : il faut de nombreux marqueurs (au moins une dizaine de loci polymorphes) et surtout il faut de bons effectifs de populations (au moins 20 à 30 individus par localité, et plusieurs localités bien réparties dans l'espace géographique). L'effort de collecte d'échantillons doit se poursuivre, à travers les enquêtes et les collaborations avec les chasseurs.

Les espèces rares et patrimoniales peuvent servir de bio-indicateurs de la qualité d'un habitat et de l'efficacité de mesures de gestion, protection, conservation, et également être utilisées comme “ambassadrices” de leur milieu pour des actions de sensibilisation et de communication. Une réflexion est aussi engagée sur les différents moyens de protéger ou valoriser ces espèces et leurs habitats : tourisme de vision, protection des sites, réduction des menaces... Tous ces programmes intègrent aussi un travail de sensibilisation.

Hormis la poursuite d'un indéniable effort dans la recherche en écologie des espèces animales, les programmes d'études débouchent sur les mesures qu'il est urgent et indispensable de prendre :

- la mise en place d'une loi réglementant la chasse et le commerce du gibier, adaptée à la région ; dans ce domaine, la définition de périodes de chasse ainsi que d'un prélèvement maximum autorisé serait un premier pas vers une notion de gestion de la faune ;
- une organisation forte d'aires intégralement protégées de la flore et de la faune dans des régions écologiquement pertinentes ; il serait, dans cette optique, intéressant de rendre applicable la partie du Code de l'Environnement relative à la création de “réserves de chasse et de faune sauvage” ; en effet, la seule possibilité actuelle pour interdire une zone à la chasse est de la classer en réserve naturelle par décret ministériel ; cette démarche est possible uniquement sous certaines conditions et très lourde à mettre en place ;
- une adaptation du Code forestier français à la Guyane ; ce code prévoit l'existence de forêts appropriées, soit au niveau communal, soit au niveau régional ; seule la restitution aux communes d'un foncier d'une superficie décente permettrait l'organisation associative d'une chasse viable ; en effet, la responsabilisation des chasseurs sur un territoire et une population animale donnée est un point clé de leur investissement pour l'avenir de cette ressource ; les chasseurs doivent être fortement impliqués dans la gestion de leur territoire de chasse car ils en subissent les conséquences, positives comme négatives, dans les années suivantes.

À l'heure actuelle, en Guyane, la possibilité pour tout un chacun d'accéder à toutes les zones sans distinction favorise une utilisation égoïste, anarchique, excluant toute notion d'économie et

de gestion du patrimoine pour le futur. Une analyse juridique poussée doit se pencher sur cet aspect de la réglementation.

**Cécile RICHARD-HANSEN**  
Chargée d'Études sur la faune de Guyane  
OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE  
ET DE LA FAUNE SAUVAGE  
c/o ENGREF  
BP 316  
F-97379 KOUROU CEDEX  
(cecile.hansen@cirad.fr)

**Benoît de THOISY**  
Association KWATA  
BP 672  
F-97335 CAYENNE CEDEX  
(thoisy@kwata.org)

**Éric HANSEN**  
Directeur régional adjoint pour l'Outre-Mer  
OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE  
ET DE LA FAUNE SAUVAGE  
Quartier Simarouba CV 17.1  
F-97310 KOUROU  
(e.hansen@oncfs.gouv.fr)

**François CATZEFLIS**  
Dr es Sciences, Directeur de Recherches  
Institut des Sciences de l'Évolution UMR-5554 CNRS  
UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 2  
Place E. Bataillon  
F-34095 MONTPELLIER CEDEX 5  
(catzefflis@isem.univ-montp2.fr)

**Pierre GRENAND**  
Directeur de Recherches  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT  
USO84 BIODIVAL  
5, rue du Carbone  
F-45072 ORLÉANS CEDEX  
(Pierre.Grenand@orleans.ird.fr)

## BIBLIOGRAPHIE

- BODMER (R.E.), AQUINO (R.), PUERTAS (P.). — Alternativas de manejo para la reserva nacional Pacaya-Samiria : un analisis sobre el uso sostenible de la caza. *In* : Manejo de fauna silvestre en la Amazonia / T.G. Fang, R.E. Bodmer, R. Aquino, M.H. Valqui Eds. — La Paz (Bolivia) : OFAVIM, 1997. — pp. 65-74.
- BROCKELMAN (W.Y.), ALI (R.). — Methods of surveying and sampling forest primate populations. *In* : Primate conservation in the tropical rain forest / C.W. Marsh, R.A. Mittermeier. — New-York : Alan R. Liss, Inc., 1987. — pp. 23-42.
- BUCKLAND (S.T.), ANDERSON (D.R.), BURNHAM (K.P.), LAAKE (J.L.). — Distance sampling : estimating abundance of biological populations. — London : Chapman & Hall, 1993.
- CORTES-ORTIZ (L.), BERMINGHAM (E.), RICO (C.), RODRIGUEZ-LUNA (E.), SAMPAIO (I.), RUIZ-GARCIA (M.). — Molecular systematics and biogeography of the Neotropical monkey genus, *Alouatta*. — *Molecular phylogenetics and Evolution*, vol. 26, 2003, pp. 64-81.
- EMMONS (L.). — Geographic variation in densities and diversities of non-flying mammals in Amazonia. — *Biotropica*, vol. 16, n° 3, 1984, pp. 210-222.



- GRENAND (P.). — Des fruits, des animaux et des hommes : stratégies de chasse et de pêche chez les Wayâpi d'Amazonie. In : L'alimentation en Forêt tropicale. Interactions bioculturelles et perspectives de développement. II. Bases culturelles des choix alimentaires et stratégies de développement / C.M. Hladik, A. Hladik, H. Pagezy, O.F. Linares, G.J.A. Koppert, A. Froment Eds. — Paris : UNESCO, 1996. — pp. 671-684.
- JANSEN VAN VUUREN (B.), KINET (S.), CHOPELET (J.), CATZEFLIS (F.). — Geographic patterns of genetic variation in four Neotropical rodents : Conservation implications for small game mammals in French Guiana. — *Biological Journal of the Linnean Society*, 81, 2004, pp. 203-218.
- MOLINA (M.), MOLINARI (J.). — Taxonomy of Venezuelan white-tailed deer (*Odocoileus*, *Cervidae*, *Mammalia*), based on cranial and mandibular traits. — *Canadian Journal of Zoology*, vol. 77, 1999, pp. 632-645.
- OUHOUD-RENOUX (F.). — De l'outil à la Prédation. Technologie culturelle et ethno-écologie chez les Wayâpi du haut Oyapock (Guyane française). — Université Paris X, 1998 (Thèse de Doctorat).
- PERES (C.A.). — Effects of hunting on western Amazonian primate communities. — *Biological Conservation*, vol. 54, 1990, pp. 47-59.
- PERES (C.A.). — General Guidelines for standardizing line-transect surveys of tropical forest primates. — *Neotropical Primates*, vol. 7, n° 1, 1999, pp. 11-16.
- PERES (C.A.). — Population status of white lipped *Tayassu pecari* and collared pecaries *T. tajacu* in hunted and unhunted Amazonian forests. — *Biological Conservation*, vol. 77, 1996, pp. 115-123.
- PERES (C.A.). — Primate community structure at twenty western Amazonian flooded and unflooded forests. — *Journal of Tropical Ecology*, vol. 13, 1997, pp. 381-405.
- PERES (C.A.). — The structure of nonvolant Mammal Communities in different amazonian forest types. In : Mammals of the Neotropics. Volume 3 / J.F. Eisenberg, K. Redford. — Chicago : The University of Chicago Press, 1999.
- PERES (C.A.), DOLMAN (P.M.). — Density compensation in neotropical primate communities : evidence from 56 hunted and non-hunted Amazonian forests of varying productivity. — *Oecologia*, vol. 122, 2000, pp. 175-189.
- RICHARD-HANSEN (C.), HANSEN (E.). — Gestion de la chasse en forêt tropicale amazonienne. — *JATBA, Revue d'Ethnobiologie*, vol. 40, n° 1-2, 1998, pp. 541-558.
- ROBINSON (J.G.), REDFORD (K.H.). — Measuring the sustainability of hunting in neotropical forests. — *Oryx*, vol. 28, n° 4, 1994, pp. 249-256.
- SORENSEN (T.C.), FEDIGAN (L.M.). — Distribution of three monkey species along a gradient of regenerating tropical dry forest. — *Biological Conservation*, vol. 92, 2000, pp. 227-240.
- THOISY (B. de). — Évaluation des abondances des espèces gibiers sur l'axe Régina-St-Georges. Éléments sur les impacts de la pression de chasse. — Rapport Association Kwata, 2000.
- VINCENT (J.-P.), BIDEAU (E.), HEWISON (A.J.M.), ANGIBAUT (J.M.). — The influence of increasing density on body weight, kid production, home range and winter grouping in roe deer (*Capreolus capreolus*). — *Journal of Zoology* (London), 236, 1995, pp. 371-382.

*Nota* : les lecteurs intéressés pourront consulter les textes suivants :

- Arrêté du 15 mai 1986 fixant tout ou partie du territoire national des mesures de protection des mammifères représentés dans le département de la Guyane. — *Journal Officiel, Lois et Décrets*, n° 146, 25 juin 1986, pp. 7882-7883.
- Arrêté du 15 mai 1986 fixant tout ou partie du territoire national des mesures de protection des oiseaux représentés dans le département de la Guyane. — *Journal Officiel, Lois et Décrets*, n° 146, 25 juin 1986, pp. 7884-7885.
- Arrêté du 15 mai 1986 fixant tout ou partie du territoire national des mesures de protection des reptiles et amphibiens représentés dans le département de la Guyane. — *Journal Officiel, Lois et Décrets*, n° 146, 25 juin 1986, pp. 7885-7886.
- Arrêté du 17 juillet 1991 fixant la liste des tortues marines protégées dans le département de la Guyane. — *Journal Officiel, Lois et Décrets*, n° 191, 17 août 1991, p. 10854.
- Arrêté du 27 mars 1995 portant réglementation du commerce des espèces non domestiques en Guyane. — *Journal Officiel, Lois et Décrets*, n° 96, 23 avril 1995, p. 6358.

**CONSERVATION ET GESTION DE LA FAUNE FORESTIÈRE EN GUYANE : CONTEXTE LOCAL, MOYENS D' ACTIONS ET ÉTUDES [Résumé]**

L'intérêt pour la conservation et surtout la gestion de la faune sauvage est relativement récent en Guyane. En conséquence, très peu de données sont actuellement disponibles pour étayer la mise en place d'une gestion durable adaptée aux conditions locales. Cependant, depuis quelques années, des études nouvelles dans de nombreuses disciplines complémentaires sont lancées, visant à mieux comprendre le rôle et l'impact de l'homme sur la faune sauvage, dans le but affiché d'améliorer la gestion et la conservation de celle-ci. Cet article propose un bilan de la situation actuelle au niveau des législations locales, des connaissances scientifiques, des outils disponibles et des études en cours dans le domaine complexe de la chasse et de la conservation de la faune sauvage, qui implique tout autant le contexte socio-économique, avec sa complexité ethnologique locale, que la dimension écologique et biologique particulière du milieu tropical.

**CONSERVATION AND MANAGEMENT OF FOREST WILDLIFE IN FRENCH GUIANA - LOCAL CONTEXT, MEANS FOR ACTION AND RESEARCH [Abstract]**

The interest in conservation and, moreover, management of wildlife is relatively recent in French Guiana. As a result, very little data is currently available to support a sustainable management scheme suited to local conditions. However, in the last few years, new research in several complementary areas of study has begun aimed at acquiring a better understanding of the role and impact of human action on wildlife for the purpose of improving management and conservation thereof. This article offers an assessment of the current situation in terms of local legislation, scientific knowledge, tools available and research being conducted in the complex area of hunting and conservation of wildlife where both the social and economic context — with its elaborate ethnological features — and the specific ecological and biological aspects of the tropical environment come into play.

---